



NOTICE D'INFORMATION À L'ATTENTION DES BÉNÉFICIAIRES POTENTIELS DE CONTRAT NATURA 2000

OPÉRATION 7.6.2: CONTRAT NATURA 2000 NI AGRICOLE NI FORESTIER DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE POITOU-CHARENTES 2014-2020

Cette notice présente les principaux points de la réglementation. Lisez-la avant de remplir la demande.

SI VOUS SOUHAITEZ DAVANTAGE DE PRÉCISIONS, CONTACTEZ LE GUICHET UNIQUE DU DÉPARTEMENT OÙ EST SITUÉ LE SITE NATURA 2000 CONCERNÉ: **DDT(M)** (cf. coordonnées dernière page de la notice) et **CONSERVEZ UNE COPIE.**

Présentation du dispositif d'aide

Le dispositif vise à financer les actions de conservation ou restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000. Ce contrat permet de mettre en œuvre les préconisations de gestion des sites Natura 2000 définies dans le document d'objectifs (DOCOB) de chaque site. Il s'agit d'actions liées à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 (proposés ou désignés) à vocation non productive mises en place par des acteurs du monde rural, en dehors d'une activité agricole et en dehors des actions forestières productives. Le dispositif finance des contrats Natura 2000 renvoyant à des interventions sur des milieux très divers : zones humides, milieux aquatiques, forêts, landes, friches, côteaux, espaces littoraux...

Les parcelles concernées par le contrat peuvent bénéficier de l'exonération de la taxe sur le foncier non bâti (TFNB) si les travaux respectent les préconisations du DOCOB (approuvé par arrêté préfectoral) et si le site Natura 2000 est désigné par arrêté ministériel (voir annexe du formulaire).

Zonage géographique pour ce dispositif

Le contrat Natura 2000 porte sur des terrains inclus dans un site Natura 2000 doté d'un DOCOB opérationnel.

Financements mobilisés

Les financements mobilisés peuvent provenir de l'Europe (fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER)) et du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer (MEEM). D'autres financeurs (Agence de l'Eau, Conseils Régionaux et Départementaux...) peuvent également participer au financement de ce dispositif en fonction des choix opérés localement.

CONDITIONS D'OBTENTION ET MONTANT DE LA SUBVENTION

communautaire justifiant la désignation du site ou pour les contrats forestiers.

Qui peut demander une subvention?

Est éligible toute personne physique ou morale, publique ou privée, titulaire de droits réels et personnels lui conférant la jouissance des terrains inclus dans le site, sur lesquelles s'appliquent **les actions rendues éligibles dans le DOCOB du site.**

Cela sera selon les cas:

- soit le propriétaire,
- soit la personne disposant d'un mandat la qualifiant juridiquement pour intervenir et pour prendre les engagements de gestion sur la durée mentionnée au contrat Natura 2000

Les personnes physiques ou morales pratiquant une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du Code rural ne peuvent signer un contrat Natura 2000 **que pour les actions à vocation non agricole suivantes** : Opérations innovantes en faveur d'espèces ou d'habitats d'intérêt communautaire et aménagements artificiels en faveur d'espèces d'intérêt

Quelles sont les zones géographiques concernées ?

Tout type de terrains inclus dans un site Natura 2000 (proposé ou désigné) doté d'un DOCOB opérationnel, hormis les surfaces déclarées à la PAC.

Cependant, certaines actions peuvent être contractualisées sur ce dernier type de parcelle soit du fait de la vocation non agricole des engagements (cf. paragraphe ci-dessus), soit pour privilégier une intervention collective telles que les actions d'entretien de cours d'eau (exemple: N11Pi) et les actions s'insérant dans une intervention collective d'information aux usagers pour limiter leur impact (exemple: N26Pi).

Quelles sont les activités concernées ?

Toutes les actions de gestion prévues par le DOCOB du site issues de la liste nationale¹ des actions contractuelles de gestion des sites Natura 2000 (liste présentée en page 5 de la présente notice). Il est recommandé de réaliser un dossier par type d'opération concerné.

Exemple d'actions:

- Restauration des milieux ouverts par débroussaillage
- Action d'entretien des milieux par une fauche ou un pâturage
- Création ou rétablissement de clairières...

Durée d'adhésion:

Les contrats Natura 2000 sont établis pour une durée minimale de 5 ans.

NB : les contrats forestiers visant le développement des arbres sénescents sont signés pour 5 ans mais engagent le bénéficiaire à maintenir les arbres sénescents pendant 30 ans.

Quelles dépenses sont subventionnées?

Les dépenses sont éligibles à condition qu'elles soient fondées sur des **coûts réels ou des coûts simplifiés (forfaits, barèmes...) liés à la mise en œuvre de l'opération** (payés sur la base de factures, de fiche de paie, d'une comptabilité de suivi des temps passés ou d'un barème). Dans le cas où l'aide est accordée sur la base d'un barème fixé par un arrêté préfectoral et certifié par un organisme indépendant, le seul justificatif est l'engagement du bénéficiaire à réaliser les travaux.

Dépenses éligibles au cofinancement FEADER :

- Prestations de service ainsi que des achats d'équipements et de fournitures directement liés à l'action,
- Frais de personnels et frais professionnels associés,
- Frais d'études et frais d'expert dans la limite de 12 % du montant éligible du dossier concerné hors études et frais d'expert
- Suivi de chantier, diagnostic à la parcelle réalisé après signature du contrat si celui-ci n'a pas déjà été financé par ailleurs,
- la TVA supportée par le bénéficiaire sauf s'il ne la récupère pas.

Ne sont pas éligibles :

- les dépenses réalisées pour le respect des législations communautaires, nationales et des réglementations en matière d'environnement et notamment les mises aux normes, de santé publique, de santé des animaux et des végétaux, de bien être animal et de sécurité du travail,
- les dépenses liées à la mise en place de mesures compensatoires (loi sur l'eau, protection des espèces protégées, urbanisme, défrichement...),
- l'animation de la mise en œuvre du DOCOB et les actions de sensibilisation ou de communication globale sur le site,
- les diagnostics ou expertises préalable au dépôt d'une demande de contrat Natura 2000,
- l'achat de gros matériels tels que véhicules ou engins professionnels, les investissements de simple remplacement, le matériel d'occasion,
- l'achat d'animaux, la location d'animaux reproducteurs, ou l'achat de saillie,

- les suivis scientifiques,
- les acquisitions foncières,
- le bénévolat,
- les impôts et frais financiers.

Caractéristiques de l'aide:

L'aide accordée permet de couvrir les frais liés à la mise en œuvre de l'opération.

ATTENTION

Les collectivités territoriales ou les groupements de collectivités territoriales maîtres d'ouvrage d'une opération d'investissement doivent apporter une participation minimale de 20%² du montant total des financements apportés par des personnes publiques (voire 30% si pluralité de collectivités). 34 contrats d'investissement répondent à cette obligation (ceux dont la nomenclature termine par un «i») et seuls les 15 contrats de fonctionnement peuvent être financés à 100% par des financements nationaux et européens.

L'autofinancement de la collectivité territoriale est un financement public d'une maîtrise d'ouvrage publique, il donne lieu à un cofinancement FEADER. Pour un cofinancement FEADER maximal de 50%, on a donc une répartition des financeurs tels que la CT participe à 20%, l'Etat à 30% du montant total des dépenses pour un contrat d'investissement dans le cas où l'Etat est l'unique cofinancier.

Modalités de calcul de la subvention

Le taux de financement de l'Etat est variable en fonction des priorités régionales, et de l'implication financière des collectivités ou autres partenaires financiers.

Il peut atteindre le taux global de 100 % du montant des dépenses éligibles.

Le FEADER intervient à hauteur de 63% de la dépense retenue comme éligible à ce fond.

Modalités d'intervention des autres financeurs :

Les modalités d'intervention des financeurs (Agence de l'Eau, collectivités, ...) autres que l'Etat sont définies localement.

Veillez vous rapprocher du guichet unique pour plus d'informations.

ATTENTION

Bien que les travaux puissent débuter préalablement³, toute dépense acquittée avant le dépôt de la demande rend la totalité du projet inéligible. La demande doit contenir les éléments minimum nécessaires pour accuser réception du dossier⁴.

L'acquittement de travaux peut commencer à la date de réception du dépôt de la demande d'aide; mais le contrat ne doit pas être terminé avant la signature de l'engagement juridique.

Toutefois, le dépôt du dossier ne vaut, en aucun cas, engagement de la part de l'Etat et des autres financeurs de l'attribution d'une subvention. Vous recevrez ultérieurement la notification de la décision.

RAPPEL DE VOS ENGAGEMENTS

Pendant la durée d'engagement, soit a minima cinq années, vous devez notamment:

²Article L.1111-10 et L.1111-9 du CGCT

³ Dépend du régime de rattachement des aides d'Etat à la Commission européenne (valable pour le régime exempté des aides en faveur du patrimoine culturel et le régime de notification de la mesure 7, mais ce n'est pas le cas pour le régime de notification de la mesure 8 qui nécessite une demande d'aide préalable)

⁴ Dépend du régime de rattachement des aides d'Etat à la Commission européenne qui précise les informations minimales nécessaires

¹ Au titre du décret du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté ministériel du 17 novembre 2008

***Respecter la liste des engagements figurant en page 5 du formulaire de demande d'aide, et notamment:**

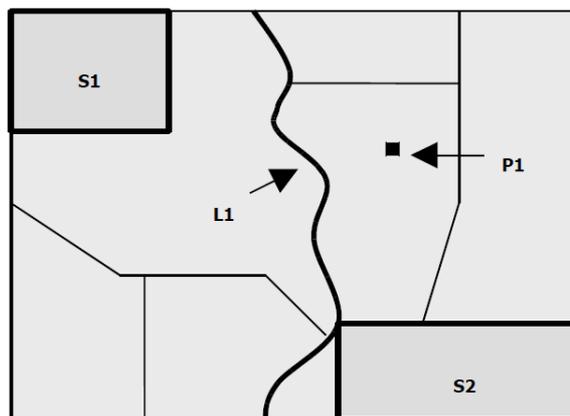
- le respect des engagements figurant dans les cahiers des charges des mesures de gestion préconisées par le DOCOB,
- détenir les droits réels et personnels des terrains sur lesquels des actions doivent être mises en œuvre pendant la durée du contrat et respecter les obligations fixées par les articles R.414-11 et suivants du Code de l'Environnement

***Vous soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation,**

***Informez le guichet unique en cas de modification du projet, du plan de financement, des engagements des propriétaires ou ayants-droits, du respect des règles de la commande publique le cas échéant,**

***Informez le guichet unique du début d'exécution de votre opération**

actions «débroussaillage» et «fauche» portent sur la même parcelle et leur identifiant est S1.



FORMULAIRE A COMPLETER

Demande:

Vous devez remplir votre demande d'aide que vous déposerez **en un seul exemplaire** auprès du guichet unique, quel que soit le nombre de financeurs. Le guichet unique transmettra le cas échéant les informations concernant votre demande de subvention aux autres partenaires financiers.

Ce formulaire permet de recueillir les informations nécessaires à l'administration pour instruire votre demande d'aide.

Vous constituez le dossier de demande d'un contrat Natura 2000. Le modèle de fiche de présentation des dépenses figurant en fiche jointe au formulaire doit être rempli pour chaque action réalisée.

Quel que soit le type d'action souscrite, l'aide prévisionnelle sera calculée sur la base de devis, dépenses de personnels, frais réels, coûts forfaitaires et des fiches de présentation des dépenses figurant en dans la fiche jointe au formulaire de demande.

NB: pour l'action visant au développement d'arbres sénescents, le recours à des coûts simplifiés établis par arrêté préfectoral ou dans un programme de développement rural est obligatoire.

➤ Comment remplir le plan de localisation des actions?

Vous fournirez à l'appui de votre demande un plan de localisation des actions soit sur un fond cadastral, soit sur un fond orthophotoplan. Chaque action doit être nommée sur le plan selon un identifiant déterminé en fonction de son type d'unité. Cet identifiant est reporté dans le tableau des dépenses prévisionnelles du formulaire (colonne «id. élément»), et rattaché à l'action contractuelle (colonne «code» et «libellé» de l'action).

Id. élément	Type d'unité	Action contractuelle	
		code	libellé
S 1	Surfacique (hectare)	N01Pi	débroussaillage
S 1	Surfacique (hectare)	N05R	fauche
S 2	Surfacique (hectare)	N03Ri	Gestion pastorale
L 1	Linéaire (mètre linéaire)	F06i	Restauration d'une ripisylve
P 1	Ponctuel (en nombre d'unité)	F02i	Création de mares

Lorsque plusieurs actions sont localisées au même endroit un seul identifiant «id_élément» sera associé. Dans cet exemple les

Principales pièces à joindre:

La liste des pièces à joindre est indiquée en page 7 du formulaire de demande d'aide. Le RIB, le K-bis ou autre justificatif de l'existence légale du bénéficiaire, ainsi que les pièces liées à l'identification du demandeur ne sont pas à fournir si l'administration en dispose déjà.

SUITE DE LA PROCÉDURE

Le guichet unique vous enverra un accusé de réception du dépôt de dossier de demande d'aide.

Par la suite, vous recevrez: soit un courrier vous demandant des pièces justificatives manquantes, soit un courrier vous indiquant que votre dossier de demande de subvention est complet.

Après analyse de votre demande par les différents financeurs, vous recevrez soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet.

Si une subvention prévisionnelle vous est attribuée, **il vous faudra fournir au guichet unique, selon les modalités fixées par la convention juridique, vos justificatifs de dépenses et remplir un formulaire de demande de paiement.** Vous pouvez demander le paiement d'un ou de plusieurs acomptes de subvention (limités à 10) au cours de la réalisation de votre projet (5 ans).

Les recettes sont les ressources résultant directement ou devant résulter, au cours de la période d'exécution d'une opération cofinancée, de ventes, de locations, de services, de droits d'inscription ou d'autres ressources équivalentes.

Les recettes prévisionnelles éventuelles générées par l'opération seront déduites de vos dépenses réelles au moment de la mise en paiement et du calcul de l'aide à payer. Celles-ci doivent néanmoins rester **marginales**.

La subvention du Fonds Européen Agricole de Développement Rural ne pourra vous être versée **qu'après les paiements effectifs des subventions des autres financeurs, le cas échéant.**

CONTRÔLES ET CONSEQUENCES FINANCIERES EN CAS DE NON-RESPECT DE VOS ENGAGEMENTS

Des contrôles sur place peuvent être organisés sur le lieu de l'opération subventionnée. Dans ce cas, vous êtes informés par courrier au moins 48h à l'avance.

Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis, sur vos engagements et vos attestations sur l'honneur.

Le contrôleur doit vérifier l'exactitude des éléments indiqués dans la demande, le respect des engagements souscrits.

En cas d'anomalie constatée, le service instructeur vous en informe et vous met en mesure de présenter vos observations.

ATTENTION

Le refus de contrôle, la non-conformité de votre demande, le non respect de vos engagements, une fraude manifeste ou une fausse déclaration peuvent entraîner le reversement total de la somme perçue assorti des intérêts au taux légal en vigueur.

Pièces qui peuvent être demandées lors d'un contrôle:

- toutes pièces permettant de justifier de la réalisation effective de l'opération,
- éléments permettant de reconstituer le temps de travail du personnel intervenant sur les actions,
- factures, documents comptables.

Points de contrôle:

- vérification de la réalisation effective des actions selon le cahier des charges de chaque action
- vérification que les paiements effectués au bénéficiaire peuvent être justifiés par des factures ou pièces de valeur probante équivalente
- vérification de tous les engagements et obligations du bénéficiaire qui peuvent être contrôlés au moment de la visite

Modification du projet, du plan de financement, des engagement:

Toute modification financière ou matérielle du projet doit être notifiée par le bénéficiaire au guichet unique avant sa réalisation dans un délai de 10 jours à partir du moment où il est en mesure de le faire, et avant la mise en œuvre de la modification. Le guichet unique après examen, prendra les dispositions nécessaires et le cas échéant établira un avenant à la convention d'attribution de l'aide avant la fin d'exécution de l'opération

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique. Les destinataires des données sont le MAAF, le MEEM, l'ASP et les autres financeurs. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit veuillez vous adresser au guichet unique désigné pour ce dispositif .

PUBLICITÉ

La réglementation européenne impose des règles de publicité liées au versement de la subvention FEADER, tels que:

- Obligation de mettre le logo (drapeau européen) avec Union Européenne en toutes lettres, en dessous, sur l'ensemble des supports/documents/panneaux;

Obligation de mentionner le fonds concerné avec le slogan: «Fonds européen agricole pour le développement rural: l'Europe investit dans les zones rurales»;

-Si le coût total du projet dépasse 10000€, obligation d'afficher l'information dans les locaux du bénéficiaire ou sur le site («dans un lieu aisément accessible au public») par une affiche A3 mentionnant les éléments ci-dessus, l'intitulé du projet et ses objectifs. Le logo de l'Union Européenne doit représenter au moins 25% du panneau ou de l'affiche.

Cette affiche ou ce panneau doit perdurer pendant la durée de l'opération et le bénéficiaire doit pouvoir en apporter une preuve en cas de contrôle (photo). Si le bénéficiaire est aidé pour plusieurs opérations, il peut les regrouper sur un même document.

-De 50000 € à 500000 €, cette affiche devient une plaque A3

-Au-delà de 500000 €, il faut un panneau permanent.

-Si le bénéficiaire a un site internet, il doit y faire figurer l'opération sur une page spécifique, en y indiquant le soutien de l'Union Européenne et un descriptif du projet. Le logo de l'Union Européenne doit être directement en évidence dès que la page s'affiche («sans avoir besoin de la faire défiler»). Un lien vers le site de la commission européenne doit également être fait.

Les coûts de communication peuvent faire partie du coût du projet mais il faut, dans ce cas, que le bénéficiaire fasse un plan de communication dans un document spécifique, joint à son dossier de demande de subvention.

Par ailleurs, comme la Région est autorité de gestion, il faudra mettre le logo de la Région en plus du drapeau européen (y compris pour les projets non cofinancés par la Région).

La liste des projets financés doivent figurer sur le site internet «L'Europe s'engage en Région: www.europe-en-poitou-charentes.eu» avec le nom des bénéficiaires.

Il est possible de se référer aux kits de communication régionaux par fonds pour obtenir des informations supplémentaires.

TYPES D' ACTIONS ÉLIGIBLES ⁵

Dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle période de programmation des fonds européens, la nomenclature des contrats est renseignée par «milieu | n° de l'action | P ou R | nature des dépenses» avec:

- type de milieu: N pour ni-agricole ni-forestier / F pour forêt;

- numéro de l'action: cf. programmation 2007-2013;

- caractère ponctuel ou récurrent: P / R;

- nature des dépenses: «i» pour une opération d'investissement.

Exemple: A32301P devient N01Pi

Type d'opération 7.6.2 pour les contrats non agricoles non forestiers

N01Pi – Chantier lourd de restauration de milieux ouverts par débroussaillage

N02Pi – Restauration des milieux ouverts par un brûlage dirigé

N03Pi – Equipements pastoraux dans le cadre d'un projet de génie écologique

⁵ Au titre du décret du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté ministériel du 17 novembre 2008

N03Ri – Gestion pastorale d’entretien des milieux ouverts dans le cadre d’un projet de génie écologique ⁶

N04R – Gestion par une fauche d’entretien des milieux ouverts

N05R – Chantier d’entretien des milieux ouverts par gyrobroyage ou débroussaillage léger

N06Pi – Réhabilitation ou plantation de haies, d’alignements d’arbres, d’arbres isolés, de vergers ou de bosquets

N06R – Chantier d’entretien de haies, d’alignements d’arbres, d’arbres isolés, de bosquets ou de vergers

N07P – Décapage ou étrépage sur de petites placettes en vue de développer des communautés pionnières d’habitats hygrophiles

N08P – Griffage de surface ou décapage léger pour le maintien de communautés pionnières en milieu sec

N09Pi – Création ou rétablissement de mares ou d’étangs

N09R – Entretien de mares ou d’étangs

N10R – Chantier d’entretien mécanique et de faucardage des formations végétales hygrophiles

N11Pi – Restauration de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles

N11R – Entretien de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles

N12Pi et Ri – Curage locaux des canaux et fossés dans les zones humides

N13Pi – Chantier ou aménagements de lutte contre l’envasement des étangs, lacs et plans d’eau

N14Pi – Restauration des ouvrages de petite hydraulique

N14R – Gestion des ouvrages de petite hydraulique

N15Pi – Restauration et aménagement des annexes hydrauliques

N16Pi – Chantier de restauration de la diversité physique d’un cours d’eau et de sa dynamique érosive

N17Pi – Effacement ou aménagement des obstacles à la migration des poissons dans le lit mineur des rivières

N18Pi – Dévégétalisation et scarification des bancs alluvionnaires

N19Pi – Restauration de frayères

N20P et R – Chantier d’élimination ou de limitation d’une espèce indésirable

N23Pi – Aménagements artificiels en faveur des espèces justifiant la désignation d’un site

N24Pi – Travaux de mise en défens et de fermeture ou d’aménagements des accès

N25Pi – Prise en charge de certains coûts visant à réduire l’impact des routes, chemins, dessertes et autres infrastructures linéaires

N26Pi – Aménagements visant à informer les usagers pour limiter leur impact

N27Pi – Opérations innovantes au profit d’espèces ou d’habitats

N29i - Lutte contre l’érosion des milieux dunaires de la ceinture littorale, des plages et de l’arrière-plage

N30Pi et Ri - Maintien ou création d’écrans végétaux littoraux pour réduire l’impact des embruns pollués sur certains habitats côtiers sensibles

N31i - Réhabilitation et protection de systèmes lagunaires

N32 - Restauration des laisses de mer

⁶ Éligible à la sous-mesure 10.1 combinée à la sous-mesure 7.6

POUR INFORMATION : CRITERES DE SELECTION

Critères habitats et espèces
Espèces et habitats qui justifient la désignation du site
Habitats et espèces d'intérêt communautaire prioritaires (au titre de la DHFF)
Espèces PNA
Milieux relictuels
Habitats et espèces à enjeux les plus forts sur le DOCOB
Excellence environnementale
Certification environnementale, économies énergie, transports propres, utilisation de contenants biodégradables, utilisation de papier recyclé, de sacs réutilisables...
approvisionnement local et limitation des déplacements : produits dont le périmètre de production, de transformation et de vente est proche...
Maintien et restauration de corridors écologiques pour les espèces et habitats justifiant la désignation du site
Caractère pilote ou innovant du contrat
Caractère pérenne de l'action : la réussite est-elle soumise à un entretien régulier ?
Lancement de l'animation < 4 ans
Contraintes techniques liées au milieu naturel
Appréciation technique (coût, surface, programmation, historique des actions sur le site, optimisation du montage du contrat...)
Cadrage du contrat
Présence d'autre(s) financeur(s) que Etat et FEADER y compris autofinancement

COORDONNEES DES DDT

DDT(M)	Coordonnées
DDT de la Charente	7/9, rue de la Préfecture CS 12302 16023 ANGOULEME Cedex Tel: 05.17.17.37.37 Mail : ddt@charente.gouv.fr Site internet : www.charente.gouv.fr
DDTM de la Charente-Maritime	89 avenue des Cordeliers, CS 80000 17018 La Rochelle Cedex 1 Tel:05.16.49.61.00 Mail : ddtm@charente-maritime.gouv.fr Site internet: www.charente-maritime.gouv.fr
DDT des Deux-Sèvres	39, avenue de Paris BP 526 79022 Niort Cedex Tel:05.49.06.88.88 Mail : ddt@deux-sevres.gouv.fr Site internet : www.deux-sevres.gouv.fr
DDT de la Vienne	20, rue de la Providence BP 80523 86020 Poitiers Cedex Tel:05.49.03.13.00 Mail : ddt@vienne.gouv.fr Site internet : www.vienne.gouv.fr